



Monsieur le Régisseur de la Cité Administrative de Melun
Préfecture Seine et Marne
Cité Administrative de Melun
20 Quai Hippolyte Rossignol
77000 Melun

RAPPORT d'EVALUATION DE L'ETAT de CONSERVATION des MATERIAUX et PRODUITS des listes A et B (annexe 13.9 du Code de la Santé Publique) CONTENANT DE L'AMIANTE et EVALUATION DU RISQUE DE DEGRADATION LIE A L'ENVIRONNEMENT

Code de la Santé Publique ; Arrêtés du 12 décembre 2012

INFORMATION GENERALES

DESIGNATION DU BÂTIMENT VISITÉ

Adresse : Ensemble immobilier
Cité Administrative de Melun – Bâtiment B, 3 pré Chamblain
Code postal : 77010
Ville : Melun
Périmètre du repérage : Évaluer l'état de conservation des MPCA issus des repérages précédents
Référence du programme de travaux: Sans objet
Fonction principale du bâtiment :
Cat du bâtiment : Immeuble de bureaux
Date du PC : Bureaux, ERP
Construit en 1970


DESIGNATION DU DONNEUR D'ORDRE

Nom : Monsieur le Régisseur de la
Cité Administrative de Melun
Préfecture Seine et Marne
Cité Administrative de Melun
Adresse : 20 Quai Hippolyte Rossignol
77000 Melun

EXECUTION DE LA MISSION

Affaire n° 9615047
Rapport n° : 9615047
Date(s) du repérage : 27/03/2019
Date du rapport : 10/04/2019
Indice du rapport : A
Par : Julien PHILIPPE
Organisme d'assurance professionnelle : MMA – 31 rue Chanzy – 13300 Salon de Provence
N° de certification de qualification : 2814538
N° de contrat d'assurance : 110 641 319
Date d'obtention : 10/03/2017
Date de validité : 30/06/2019
Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par : Bureau Veritas Certification France - 60 avenue du Général de Gaulle 92046 Paris la Défense

CACHET DU RESPONSABLE DE MISSION

Signature et Cachet de l'Entreprise
Fait à Nanterre le : 10/04/2019
Par : Julien PHILIPPE


S.A.D.E.L. Ingénierie S.A.S
36/40 rue Montesquieu - 92000 NANTERRE
Tél 01 71 11 37 84 - Fax 01 71 11 37 83
APE 7112B - SIRET 408 591 568 00048
RCS NANTERRE 408 591 568 - S.A.S au capital de 39 000 €

Toute reproduction autre qu'intégrale de ce document n'a aucune valeur. Ce rapport ne peut être utilisé que pour l'objet de la mission définie en haut de page et se limite aux éléments de construction accessibles lors de notre intervention.

RESULTATS ET CONCLUSIONS

SOMMAIRE

RESULTATS ET CONCLUSIONS	2
1. La mission	5
1.1 L'objet de la mission	5
1.2 Identification complète des différents intervenants et parties prenantes :	5
1.3 Identification complète de l'immeuble concerné :	5
2. CONDITIONS DE REALISATION DE LA MISSION	6
2.1 Date et nature des visites sur site :	6
3. RESULTATS ET CONCLUSIONS	6
3.1 Matériaux de la liste A:	6
3.2 Matériaux de la liste B:	7
(1) Type de recommandation : EP : Evaluation périodique, AC1 : action corrective de premier niveau, AC2 : action corrective de deuxième niveau ; // : Matériau de la liste C absence d'état de conservation apporté	7
Des matériaux ou produits de la liste B contenant des fibres d'amiante ont été repérés, une évaluation de l'état de conservation de ces matériaux a été réalisée. Cette évaluation a abouti aux recommandations suivantes :	7
EP : Evaluation périodique :	7
Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Cette évaluation périodique consiste à :	7
1) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;	7
2) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer	7
AC1 : Action corrective de premier niveau :	7
Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. Cette action corrective de premier niveau consiste à :	7
1) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;	7
2) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante.	7
3) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;	7
4) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.	7
AC2 : Action corrective de deuxième niveau consistant à:	7
Cette action concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Cette action corrective de second niveau consiste à :	7
1) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres	

d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de a santé publique.7

- 2) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée;7
- 3) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ; ..7
- 4) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.7

ANNEXE 1 – GRILLES D'EVALUATION DES MATERIAUX DE LA LISTE A.....	9
ANNEXE 2 – CRITERE D'EVALUATION DES MATERIAUX DE LA LISTE B	10
ANNEXE 3 – DOCUMENTS ANNEXES AU PRESENT RAPPORT	15

1. La mission

1.1 L'objet de la mission

Evaluer l'état de conservation des matériaux de la liste A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante et évaluer le risque de dégradation lié à l'environnement dans les matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante repérés dans l'immeuble sis :

Nom : Cité Administrative de Melun – Bâtiment B
Adresse : 3 pré Chamblain
Code postal / Ville : 77010 Melun

Cette évaluation périodique de l'état de conservation ne s'applique qu'aux matériaux et produits des listes A & B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique dans lesquels la présence d'amiante a été préalablement repérée, selon les documents fournis par le client.

Les données transmises par le client et nécessaires à l'évaluation de l'état de conservation seront réputées satisfaire aux exigences imposées par les textes réglementaires.

1.1.1 Textes de référence

Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29-9 et annexe 13-9 selon le Décret n°2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.

Code de la Santé Publique Chapitre VI section 2 – articles R1337-2 à R1337-5.

Code de la Construction et de l'Habitation – articles R271-1 à R271-5 créés par décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique.

Arrêté du 23 février 2012 définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.

Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.

Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.

1.2 Identification complète des différents intervenants et parties prenantes :

Propriétaire de l'immeuble : Monsieur le Régisseur de la Cité Administrative de Melun
Préfecture de Seine et Marne
Cité Administrative de Melun
Adresse : 20 Quai Hippolyte Rossignol
Code postal et ville : 77000 Melun

Donneur d'ordre : Monsieur le Régisseur de la Cité Administrative de Melun
Préfecture de Seine et Marne
Cité Administrative de Melun
Adresse : 20 Quai Hippolyte Rossignol
Code postal et ville : 77000 Melun

Opérateur ayant réalisé le repérage :	Julien PHILIPPE
Nom de l'entreprise :	SADEL Ingénierie
Adresse :	36 rue Montesquieu
Code postal et ville :	92000 Nanterre
N° Siret :	408 591 568 00048
Organisme d'assurance :	MMA – 31 rue Chanzy – 13300 Salon de Provence
N° de Contrat :	110 641 319

1.3 Identification complète de l'immeuble concerné :

Dénomination :	Ensemble immobilier en RdC
Adresse complète :	Cité Administrative de Melun – Bâtiment A, 3 pré Chamblain 77010 Melun
Référence Cadastre :	Non communiqué
Date du PC ou date de construction :	Construit en 1968
Fonction principale du bâtiment :	Bureaux, ERP
Autre renseignement permettant d'identifier avec certitude le bâtiment ou les locaux concernés par le repérage :	Ensemble immobilier RdC et un niveau de sous-sol



2. CONDITIONS DE REALISATION DE LA MISSION

2.1 Date et nature des visites sur site :

Nature de la visite	Date	Accompagnateur
Visite d'inspection visuelle	27/03/2019	PC Sécurtié

3. RESULTATS ET CONCLUSIONS

3.1 Matériaux de la liste A:

Les résultats sont consignés dans le tableaux ci-dessous :

Identification du matériau ou produit	Référence du rapport de repérage	Référence du prélèvement	Local ou zone homogène	Etat de conservation SCORE	N° de grille (annexe 1)
Sans objet					

L'évaluation de l'état de conservation des matériaux de la liste A de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique contenant de l'amiante est caractérisé par un score fixé par la réglementation, en application des grilles d'évaluation en annexe de l'arrêté du 12 décembre 2012 modifié.

Cet état de conservation est caractérisé par un score 1, 2 ou 3.

Les grilles d'évaluation de l'état de conservation se trouvent en annexe du présent rapport.

En fonction des scores obtenus, les obligations réglementaires sont les suivantes :

Pour un Score 1 :

Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Pour un score 2 :

Faire réaliser une mesure du niveau d'empoussièrement de l'atmosphère des locaux concernés, réalisée par un organisme accrédité qui adresse au ministère de la santé un rapport annuel d'activité, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation .

Si le niveau d'empoussièrement est inférieur ou égal à 5 fibres/litre, le propriétaire a pour obligation de faire procéder à un état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage

Si le niveau d'empoussièrement est supérieur à 5 fibres/litre, le propriétaire a pour obligation de faire procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante comme définis dans la situation de score 3.

Pour un score 3 :

Faire réaliser des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, devant être engagés et achevés dans un délai de trente-six mois, à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats des mesures d'empoussièrement ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant ces travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de maintenir l'exposition des occupants au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à 5 fibres/litre. Ces mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation du matériau concerné par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble , dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou les résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en oeuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

(Le délai d'achèvement des travaux peut, à la demande du propriétaire, être prorogé pour les IGH et ERP de catégories 1 à 3 lorsque les flocages, calorifugeages ou faux-plafonds contenant de l'amiante ont été utilisés à des fins de traitement généralisé).

A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A le propriétaire fait procéder par une personne répondant aux conditions posées par les dispositions de l'article L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées.

Il fait également procéder, par un organisme accrédité, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R. 1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

3.2 Matériaux de la liste B:

Le modèle de grille d'évaluation de l'état de conservation et du risque de dégradation lié à l'environnement se trouve en annexe du présent rapport.

Les résultats sont consignés dans les tableaux ci-dessous :

Identification du matériau ou produit	Référence du rapport de repérage	Référence matériau	Local ou zone homogène	Etat de conservation	Type de recommandation (1)
Dalle de sol dure + colle	DA 9611288 dur 20/07/2000 - Sadel	Grille 1	RdC haut – Salle de réunion	Protection physique étanche	EP
Dalle de sol dure + colle	DA 9611288 dur 20/07/2000 - Sadel	Grille 2	RdC haut - Vestibule	Protection physique étanche	EP

(1) Type de recommandation : EP : Evaluation périodique, AC1 : action corrective de premier niveau, AC2 : action corrective de deuxième niveau ; // : Matériau de la liste C absence d'état de conservation apporté

Des matériaux ou produits de la liste B contenant des fibres d'amiante ont été repérés, une évaluation de l'état de conservation de ces matériaux a été réalisée. Cette évaluation a abouti aux recommandations suivantes :

EP : Evaluation périodique :

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit. Cette évaluation périodique consiste à :

- 1) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- 2) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer

AC1 : Action corrective de premier niveau :

Lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. Cette action corrective de premier niveau consiste à :

- 1) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- 2) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante.
- 3) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- 4) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

AC2 : Action corrective de deuxième niveau consistant à:

Cette action concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Cette action corrective de second niveau consiste à :

- 1) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de santé publique.
- 2) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée;
- 3) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
- 4) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

ANNEXES

Au rapport de mission de repérage

Informations conformes à l'annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes.

Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.

Sommaire des annexes

- ANNEXE 1 Grilles d'évaluation des matériaux de la liste A
- ANNEXE 2 Critère d'évaluation des matériaux de la liste B
- ANNEXE 3 Documents annexés au présent rapport



S.A.D.E.L.
INGENIERIE

ANNEXE 1 – GRILLES D’EVALUATION DES MATERIAUX DE LA LISTE A

Sans objet

ANNEXE 2 – CRITERE D’EVALUATION DES MATERIAUX DE LA LISTE B



GRILLE D'EVALUATION 1

**CRITERE D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS
CONTENANT DE L'AMIANTE ET DU RISQUE DE DEGRADATION LIES A LEUR ENVIRONNEMENT**

Date du contrôle	27/03/2019
Bâtiment	B
Pièce ou zone homogène	RdC – Salle de réunion
Destination déclarée du local	Salle de réunion

Résultat de la grille	Conclusions
	Recommandations de gestion adaptées au besoin de protection des personnes
EP	Evaluation périodique
AC1	Action corrective de premier niveau
AC2	Action corrective de second niveau

TABLEAU DES CRITERES UTILISES DANS LA GRILLE

PROTECTION PHYSIQUE DU MATERIAU Protection physique étanche Protection physique non étanche ou absence de protection physique
ETAT DE DEGRADATION Matériau dégradé Matériau non dégradé
ETENDUE DE LA DEGRADATION Ponctuelle Généralise
RISQUE DE DEGRADATION LIE A L'ENVIRONNEMENT DU MATERIAU Risque de dégradation faible ou à terme Risque de dégradation rapide Risque faible d'extension de la dégradation Risque d'extension à terme de la dégradation Risque d'extension rapide de la dégradation L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte : – les agressions physiques intrinsèques au local ou zone (ventilation, humidité, etc.), selon que le risque est probable ou avéré ; – la sollicitation des matériaux et produits liée à l'usage des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte. Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, un défaut d'entretien des équipements, etc.



EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION ET RISQUE DE DEGRADATION LIE A SON ENVIRONNEMENT, DANS LES CONDITIONS ACTUELLES D'UTILISATION DES LOCAUX OU DE LA ZONE HOMOGENE

PROTECTION
PHYSIQUE

ETAT DE
DEGRADATION

ETENDUE DE
LA DEGRADATION

RISQUE DE LA DEGRADATION LIE A
L'ENVIRONNEMENT DU MATERIAU

TYPE DE
RECOMMANDATION

<input checked="" type="checkbox"/> Protection physique étanche				EP
<input type="checkbox"/> Protection physique non étanche ou absence de protection physique	<input type="checkbox"/> Matériau non dégradé		<input type="checkbox"/> Risque de dégradation faible ou à terme	EP
			<input type="checkbox"/> Risque de dégradation rapide	AC1
	<input type="checkbox"/> Matériau dégradé	<input type="checkbox"/> Ponctuelle	<input type="checkbox"/> Risque faible d'extension de la dégradation	EP
			<input type="checkbox"/> Risque d'extension à terme de la dégradation	AC1
			<input type="checkbox"/> Risque d'extension rapide de la dégradation	AC2
		<input type="checkbox"/> Généralisée		

GRILLE D'EVALUATION

CRITERE D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE ET DU RISQUE DE DEGRADATION LIES A LEUR ENVIRONNEMENT

Date du contrôle	27/03/2019
Bâtiment	B
Pièce ou zone homogène	RdC – Vestibule
Destination déclarée du local	Vestibule

Résultat de la grille	Conclusions
	Recommandations de gestion adaptées au besoin de protection des personnes
EP	Evaluation périodique
AC1	Action corrective de premier niveau
AC2	Action corrective de secondniveau

TABLEAU DES CRITERES UTILISES DANS LA GRILLE

<p>PROTECTION PHYSIQUE DU MATERIAU Protection physique étanche Protection physique non étanche ou absence de protection physique</p>
<p>ETAT DE DEGRADATION Matériau dégradé Matériau non dégradé</p>
<p>ETENDUE DE LA DEGRADATION Ponctuelle Généralise</p>
<p>RISQUE DE DEGRADATION LIE A L'ENVIRONNEMENT DU MATERIAU Risque de dégradation faible ou à terme Risque de dégradation rapide Risque faible d'extension de la dégradation Risque d'extension à terme de la dégradation Risque d'extension rapide de la dégradation</p> <p>L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les agressions physiques intrinsèques au local ou zone (ventilation, humidité, etc.), selon que le risque est probable ou avéré ; – la sollicitation des matériaux et produits liée à l'usage des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte. <p>Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, un défaut d'entretien des équipements, etc.</p>



EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION ET RISQUE DE DEGRADATION LIE A SON ENVIRONNEMENT, DANS LES CONDITIONS ACTUELLES D'UTILISATION DES LOCAUX OU DE LA ZONE HOMOGENE

PROTECTION
PHYSIQUE

ETAT DE
DEGRADATION

ETENDUE DE
LA DEGRADATION

RISQUE DE LA DEGRADATION LIE A
L'ENVIRONNEMENT DU MATERIAU

TYPE DE
RECOMMANDATION

<input checked="" type="checkbox"/> Protection physique étanche					EP
<input type="checkbox"/> Protection physique non étanche ou absence de protection physique	<input type="checkbox"/> Matériau non dégradé		<input type="checkbox"/> Risque de dégradation faible ou à terme	EP	
			<input type="checkbox"/> Risque de dégradation rapide	AC1	
	<input type="checkbox"/> Matériau dégradé	<input type="checkbox"/> Ponctuelle	<input type="checkbox"/> Risque faible d'extension de la dégradation	EP	
			<input type="checkbox"/> Risque d'extension à terme de la dégradation	AC1	
			<input type="checkbox"/> Risque d'extension rapide de la dégradation	AC2	
		<input type="checkbox"/> Généralisée		AC2	

ANNEXE 3 – DOCUMENTS ANNEXES AU PRESENT RAPPORT

**ATTESTATION D'ASSURANCE
RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE
DIAGNOSTIQUEUR**

MMA IARD Assurances Mutuelles / MMA IARD atteste que :

**SAS SADEL INGENIERIE
65 Rue Aristide Briand
Nouvel Espace
78130 Les Mureaux**

titulaire du contrat N° 110 641 319 « Responsabilité Civile Professionnelle Diagnostiqueur » dans le cadre des activités suivantes :

NATURE DES DIAGNOSTICS ET EXPERTISES	REALISE PAR L'ASSURE	DONNE EN SOUS- TRAITANCE PAR L'ASSURE
• Constat de Risque d'Exposition au Plomb (CREP)	OUI	NON
• Etat mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante	OUI	NON
• Etat relatif à la présence de termites dans le bâtiment	OUI	NON
• Etat de l'installation intérieure de gaz naturel	OUI	NON
• Etat des risques naturels et technologiques	OUI	NON
• Etat de l'installation intérieure d'électricité	OUI	NON
• Diagnostic de performance énergétique	OUI	NON
• Mesurage « Loi Carrez »	OUI	NON
• Diagnostic Technique Immobilier loi SRU : Etat apparent solidité clos et couvert Etat des conduites et canalisations collectives ainsi que des équipements communs et de sécurité	OUI	NON
• Etat des lieux relatif à la conformité aux normes de surface et d'habitabilité (Prêt à taux 0%)	OUI	NON
• Etat relatif à la présence d'insectes xylophages (autres que termites) et parasites dans le bâtiment	OUI	NON
• Etat relatif à la présence et concentration de légionnelles	OUI	NON
• Diagnostic gestion des déchets issus de la démolition de catégories de bâtiments selon préconisation Décret n°2011-610 du 31 mai 2011	OUI	NON

MMA IARD Assurances Mutuelles d'assurance mutuelle à cotisations fixes, RCS Le Mans 775 652 126
MMA IARD Société anonyme au capital de 537 052 368 euros, RCS Le Mans 440 048 882
Sièges sociaux : 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030 Le Mans cedex 9
Entreprises régies par le code des assurances



S.A.D.E.L.
INGENIERIE



ENTREPRISE

La présente attestation valable pour la période du **01/07/2018 AU 30/06/2019** ne peut engager l'assureur en dehors des limites précisées par les clauses et les conditions du contrat d'assurance auquel elle se réfère.

Fait à Paris, le 5 juillet 2018

Pour l'assureur

Philippe B...
Chiffre

MMA IARD Assurances Mutuelles d'assurance mutuelle à cotisations fixes, RCS Le Mans 775 652 126
MMA IARD Société anonyme au capital de 537 052 368 euros, RCS Le Mans 440 048 882
Sièges sociaux : 14 boulevard Marie et Alexandre Oyon - 72030 Le Mans cedex 9
Entreprises régies par le code des assurances.

**S.A.D.E.L.****INGENIERIE****BUREAU VERITAS**
Certification**Certificat**
Attribué à**Monsieur Julien PHILIPPE**

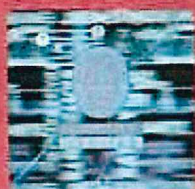
Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code de la Construction et de l'habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

DOMAINES TECHNIQUES

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat*
Amiante sans mention	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification	21/09/2015	20/09/2020
Amiante avec mention	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification	10/03/2017	20/09/2020

Date : 10/03/2017

Numéro de certificat : 2814538

Jacques MATILLON - Directeur Général

* Sous réserve du respect des dispositions contractuelles et des résultats positifs des surveillances réalisées, ce certificat est valable jusqu'au : voir ci-dessus

Des informations supplémentaires concernant le périmètre de ce certificat ainsi que l'applicabilité des exigences du référentiel peuvent être obtenues en consultant l'organisme.

Pour vérifier la validité de ce certificat, vous pouvez aller sur : www.bureauveritas.com/certificats

Adresse de l'organisme certificateur : Bureau Veritas Certification France
60, avenue du Général de Gaulle - Immeuble Le Guillaumet - 92046 Paris La Défense

cofrac**CERTIFICATION**
DE PERSONNESACCREDITATION
N°4-0082Liste des sites et
portées disponibles
sur www.cofrac.fr